



Après l'Appel de Montpellier et l'Engagement de Berlin, l'heure des alliances

Nicole Tortello Duban

Présidente d'AleVia Conseil
alevia@alevia360.com

Parallèlement à l'adoption en première lecture du projet de loi santé par l'Assemblée nationale, le 7^e Congrès international & salon des Interventions Non Médicamenteuses (INM), organisé du 28 au 30 mars 2019 à Montpellier, a réuni 550 participants : chercheurs, professionnels de santé, professionnels de la relation d'aide, représentants d'associations de patients, mutuelles, tous désireux d'inventer ensemble la santé de demain.

« Un être qui pense, c'est un être qui doute¹ »

On ne pouvait choisir cadre mieux adapté à leurs débats que la nouvelle faculté de médecine de Montpellier qui affiche sur sa façade sa mission de « faculté de santé ». Tout un symbole pour son doyen, le Pr Michel Mondain, particulièrement attaché à la curiosité scientifique.

Quant au Pr Jacques Mercier, vice-président de l'université, responsable de la recherche, il le déclare d'emblée : aujourd'hui, les INM contribuent à prévenir des pathologies et constituent une thérapie adjuvante pour les maladies chroniques.

Quelques conférences plus tard, **l'importance de changer de paradigme** est réaffirmée collectivement.

S'intéresser au sujet pensant

En ouverture, la parole du Pr Bruno Falissard claque comme une fulgurance. Selon ce brillant polytechnicien-médecin-psychiatre-biostatisticien, il est fréquent que la vérité des faits s'oppose à la vérité de la raison. Ainsi, en se référant à sa propre expérience, l'Homme peut justement prétendre que la terre est plate, tandis que la science prouve qu'elle est ronde. L'homéopathe aide son patient, alors que la dilution opérée pour obtenir une granule 30 CH, exclut *de facto* tout principe actif. Le thermalisme soulage nombre d'individus, même si l'eau n'est pas avec incertitude un facteur clé...

Mais l'essentiel n'est-il pas que cela fonctionne, même si c'est « psychologique » ? Aujourd'hui, il est essentiel de s'intéresser (enfin) au « sujet pensant » en rappelant que **la médecine est une pratique et non une théorie**.

Investir pour mieux économiser

Partant de là, il est essentiel d'évaluer les différentes méthodes disponibles pour apprécier leurs bénéfices et leurs risques. L'Organisation Mondiale de la Santé, la Commission européenne, la Haute Autorité de Santé... ont émis des recommandations dans ce sens, depuis plusieurs années. La France doit donc affecter les budgets nécessaires à cette mission prévue dans la « Stratégie Nationale de Santé 2018-2022 ».

Sur le plan opérationnel, certains témoignent de l'inadaptation de l'essai randomisé tandis que d'autres soulignent la nécessité d'en passer par là pour être crédible. Au final, les solutions existent si l'investissement est à la hauteur des enjeux. Il est donc tout à fait possible d'éclairer les décideurs publics et les médecins sur l'intérêt des INM.

1. René Descartes



Et il y a urgence à le faire car notre système de santé est à bout de souffle !

Au plan économique, le modèle français coûte cher au contribuable alors que les patients n'y trouvent pas forcément leur compte. Au plan éthique, le tout-médicament, basé sur des molécules et sur des statistiques, est critiquable. Au plan social, la crise de confiance qui touche, notamment, notre politique de santé publique est profonde.

Face à cette situation à hauts risques, le Pr Grégory Ninot, en première ligne de l'organisation du Congrès international, réclame la création d'un **organisme national ou européen spécialisé dans le secteur des INM²**. Pour ce chercheur, il est impératif d'identifier des ressources nouvelles et de lutter contre les « fake-médecines » pour assurer une meilleure prise en charge des patients. Dans le même temps, il faut indiquer ce qui relève du charlatanisme. Aujourd'hui, la démocratie sanitaire n'est pas effective³ et la sécurité des patients est en jeu !

À 39 ans, le Pr. Grégory Ninot a déjà activement contribué à la mise en place d'une équipe pour développer des outils (notamment la plateforme CEPS⁴), des lieux de réflexion (principalement le congrès international, francophone et anglophone) ainsi que de nombreux partenariats (CESP⁵, CUMIC⁶, C2DS⁷, GETCOP⁸, OMNC⁹...) pour recenser les INM, les évaluer et définir des modèles de surveillance.

Fort de ses vingt ans d'expérience, il assume des positions tranchées : si les méthodes sont opportunes et efficaces, il faut les rembourser ! Cela étant, une prise en charge anticipée des pathologies peut conduire à réaliser des économies. Il appartient donc aux économistes de produire des études d'impacts pour nourrir le débat.

Un parler vrai qui bouscule

L'essentiel est d'éviter les non-dits, y compris au sein du Congrès. Oui, la rencontre implique des chercheurs et des médecins français prêts à rebattre les cartes en s'inspirant de l'expérience et des réflexions de leurs confrères venus de Suisse, du Québec, d'Allemagne et d'ailleurs. Tous ces experts sont viscéralement engagés en faveur d'**une médecine intégrative** porteuse de solutions d'avenir.

D'ailleurs, faut-il parler de « médecine intégrative », de « santé intégrative », d'« interventions non médicamenteuses » ? Le débat est ouvert et il n'est pas anodin. Cela étant, au-delà des mots, l'objectif est de favoriser l'émergence d'un écosystème plus efficace et bien maîtrisé en apportant une réponse à l'engouement pour les médecines non conventionnelles, conformément aux préconisations du Centre d'Analyse Stratégique (2012).

Dans cette perspective, les chercheurs sont appelés à poursuivre leurs travaux et les médecins doivent se former pour prescrire les INM correspondant au mieux aux besoins de leurs patients : pratique sportive adaptée, sophrologie, méditation, acupuncture, hypnothérapie, etc. Quant aux professions émergentes, elles doivent pouvoir bénéficier d'un soutien scientifique et d'un cadre réglementaire pour se développer utilement. A cet égard, la détermination du ministère des Solidarités et de la Santé à s'opposer à l'inscription au RNCP d'une certification professionnelle en hypnothérapie illustre la difficulté à faire bouger les lignes.

Il est vrai que les professions concernées peinent souvent à se structurer et à se concerter. D'abord, l'existence de chapelles favorise les querelles intestines. Leurs divergences de vue brouillent leur discours. Il en résulte la création de syndicats concurrents, trop petits pour disposer des moyens humains et financiers pour parvenir à convaincre les pouvoirs publics. En effet, le temps de la décision publique étant long, il est impératif d'agir dans la durée en saisissant les opportunités ou en les provoquant. Enfin, leur stratégie à court terme, souvent liée aux impératifs économiques de leurs adhérents, ne les

2. Le *National Center for Complementary and Integrative Health* (NCCIH) a été créé en 1998 aux Etats-Unis.
3. Cf. La liberté de choix de soin en France comme en Europe.
4. Plateforme universitaire Collaborative d'Évaluation des Programmes de prévention santé et des Soins de support.
5. Centre de Recherche en Épidémiologie et Santé des Populations INSERM U1018.
6. Collège Universitaire des Médecines Intégratives et Complémentaires.
7. Comité pour le Développement Durable en Santé.
8. Groupe d'Évaluation des Thérapies Complémentaires Personnalisées.
9. Observatoire des Médecines non conventionnelles.



conduit pas à élaborer des alliances. De fait, le rapport de forces n'est guère en leur faveur. A cet égard, la récente création de la « fédération des interventions non médicamenteuses en santé », à l'initiative du Syndicat National des Hypnothérapeutes, du Syndicat des Sophrologues Professionnels et de l'Association Française de Chiropraxie, apparaît comme une initiative à suivre.

Du « think-tank » au « do-tank »

Désireux d'influencer les politiques publiques, le Congrès international a diffusé deux plaidoyers : « **l'Appel de Montpellier** », avec ses dix propositions pour libérer le potentiel des INM, et « **l'Engagement de Berlin** » en faveur d'une médecine intégrative centrée sur les besoins du patient. Cf. <https://www.iceps2019.fr/>

Cette interpellation des décideurs constitue un tournant que les observateurs ne doivent pas passer sous silence. En effet, les citoyens, les médias et les élus doivent être pleinement conscients de l'incapacité de notre système actuel à relever les défis du XXI^e siècle¹⁰, du rôle majeur des INM dans le succès d'une médecine personnalisée, prédictive, préventive et participative, et de l'intérêt stratégique de la France à privilégier une vision humaniste pour renforcer son *soft power* sur la scène internationale.

Le modèle « *Patient Centric* », alliant les professionnels du « *cure* » et les professionnels du « *care* », renoue aujourd'hui avec l'esprit pionnier de notre faculté de médecine.

Faisons en sorte que les nouveaux députés européens s'emparent de cette approche progressiste !

AleVia Conseil est un cabinet conseil en affaires publiques (*intelligence économique, lobbying et communication*) spécialisé dans les secteurs de la culture, de l'innovation et de la santé. www.alevia360.com

10. Vieillesse de la population, développement des maladies chroniques, etc.